

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2216

Edition du
03 septembre 2018

DANS CE NUMÉRO

De PF 17 à RFFA: une pseudo réforme fiscale (Jean-Daniel Delley)

Le ballon d'oxygène pour l'AVS n'excuse pas une politique fiscale dangereuse

Des aliments équitables partout, comme en Suisse (Albert Tille)

Votation du 23 septembre: l'exceptionnalisme vertueux des nantis

CH-UE: rouler les mécaniques pour tout perdre (Jean-Pierre Ghelfi)

Diaboliser le dossier entre la Suisse et l'Union européenne ne mène à rien

Fête nationale: pourquoi le 12 septembre n'est pas près de remplacer le 1er août (Olivier Meuwly)

Le vrai ciment de la Suisse, c'est la démocratie directe

Un ouvrage exhaustif sur la vie culturelle dans la Riviera vaudoise du 18e au 21e siècle (Pierre Jeanneret)

«Entre Arts & Lettres. Trois siècles de rayonnement culturel autour de Vevey et de Montreux», Gollion, Infolio, 2018, 518 pages

De PF 17 à RFFA: une pseudo réforme fiscale

Le ballon d'oxygène pour l'AVS n'excuse pas une politique fiscale dangereuse

Jean-Daniel Delley - 02 septembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33617>

Le projet ficelé par le Conseil des Etats ([DP 2207](#)) semble tenir bon. La commission du National s'est [ralliée](#) pour l'essentiel à la solution imaginée par les sénateurs, cet accouplement pour le moins étrange entre une baisse drastique de l'imposition des entreprises et un financement additionnel de l'AVS. Si bien que le Projet fiscal 17 (PF 17) devient dès lors, appellation plus alléchante, Réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA). Il paraît probable que le plénum suivra, hélas.

Hélas, car nous avons manqué l'occasion de réformer vraiment la fiscalité des entreprises. La suppression du traitement fiscal privilégié des multinationales est largement admise. Mais le projet RFFA persiste à offrir, maintenant à l'ensemble des entreprises, des niches leur permettant de minimiser leur charge fiscale. Et les cantons, encouragés par la générosité financière de la Confédération - un milliard supplémentaire prélevé dans le pot de l'impôt fédéral direct - repartent dans la course au moins-disant fiscal. Chacun épie ses voisins et fixe son taux d'imposition au plus près des leurs, de peur de perdre des contribuables.

[Vaud](#) a donné très tôt le mauvais exemple en fixant ce taux avant même que soit connue la loi fédérale.

[Neuchâtel](#), qui pratique le plus faible taux des cantons romands, veut encore le réduire. A Genève, un ministre des finances avait très tôt articulé le chiffre de 13%. Son successeur montait à 13,49%, non négociable. [La nouvelle cheffe du département des finances](#) se montre plus souple et rouvre les négociations, probablement sous l'influence d'une [initiative populaire](#) «Zéro pertes!». Bref, c'est la débandade. Alors même que personne ne peut chiffrer les pertes fiscales que provoqueraient ces taux de *dumping*.

Préserver la compétitivité de la Suisse et garantir l'emploi. Ces arguments constamment répétés à l'appui des facilités fiscales offertes par PF 17 puis RFFA ne tiennent pas la route. En réalité, notre pays ne court pas derrière ses concurrents, il les précède. Il est l'un des moteurs de cette concurrence. [L'étude annuelle du Bak](#) montre que seul Hong Kong, avec un taux moyen de 9,9%, se montre légèrement plus accueillant que les cantons suisses les plus avantageux. Le chantage des multinationales attirées par le seul intérêt fiscal se révèle donc sans fondement. Il serait d'autant plus incompréhensible que nous y céditions.

Cette course à l'attractivité fiscale provoque des dégâts

aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Lucerne, fier de figurer en tête des cantons taxant le plus faiblement les entreprises, a dû déchanter ([DP 2148](#)). Son paradis fiscal s'est mué en un enfer budgétaire: coupes dans la formation, réduction des subventions à l'assurance-maladie notamment pour tenter d'équilibrer les comptes. [Obwald](#), également dans le peloton de tête de la sous-enchère fiscale, se voit maintenant contraint d'augmenter ses impôts, sa stratégie de *dumping* l'ayant privé de sa part de la péréquation financière fédérale.

De manière générale, la course au moins-disant fiscal prive les collectivités publiques de ressources pour la formation, les infrastructures, la culture, des atouts qui précisément les rendent attractives pour les entreprises, comme l'a montré empiriquement l'économiste [Gabriel Zucman](#).

Cette politique porte également atteinte à la substance fiscale de nos partenaires économiques et des pays les plus pauvres. Attirer des entreprises multinationales sur notre sol en les taxant au plus bas équivaut à une véritable prédation. C'est justifier la vindicte des premiers qui peinent à équilibrer leur budget et s'exposer à des

pressions croissantes de leur part. Et c'est priver les seconds des ressources indispensables à leur développement.

Dans la balance, le financement additionnel de l'AVS ne pèse pas lourd. Cette contrepartie au cadeau offert aux entreprises sera financée en grande partie par les salariés (augmentation du taux

de cotisation AVS). La transaction s'avère d'autant plus douteuse que l'électorat devra accepter le paquet: une sucrerie sociale pour faire passer la pilule fiscale.

Le [net refus](#) populaire de RIE III aurait dû susciter une profonde réorientation de la politique fiscale: limitation de la concurrence fiscale intercantonale par l'édiction

d'un taux plancher d'imposition des entreprises et suppression des niches permettant de soustraire à l'impôt une partie non négligeable des bénéficiaires. A défaut, le Parlement se doit de découpler les deux sujets (financement de l'AVS et fiscalité des entreprises) de manière à ce que le souverain puisse exprimer clairement ses préférences.

Des aliments équitables partout, comme en Suisse

Votation du 23 septembre: l'exceptionnalisme vertueux des nantis

Albert Tille - 28 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33591>

Les Verts demandent par [initiative](#) que la Confédération améliore la qualité des aliments et que leur production respecte l'environnement, les animaux et les travailleurs agricoles.

La Suisse est déjà un bon élève en la matière. L'[article 104](#) de la Constitution impose une agriculture «*de développement durable*», l'[article 118](#) interdit les aliments dangereux pour la santé, les articles [110](#) et [114](#) déterminent la législation sur le travail. Le Conseil fédéral estime donc dans son [Message](#) que l'initiative des Verts est superflue. La Constitution garantit déjà largement en Suisse l'agriculture responsable et les aliments équitables.

Mais l'initiative contient une exigence très innovante. Les produits agricoles importés

devront répondre aux normes valables en Suisse. Pas d'aliments étrangers contenant des œufs de poules élevées en batterie. Pas d'importation de produits agricoles cultivés sans respecter l'environnement. Pas de fruits récoltés par des travailleurs mal payés.

Cette stricte exigence fait problème. Elle est d'abord inapplicable. Très difficile, voire impossible de savoir comment des aliments importés sont produits et transformés. Elle est ensuite contraire aux accords conclus par la Suisse. L'OMC régleme le commerce international par des droits de douane qui limitent la liberté des échanges. Mais elle interdit les obstacles non tarifaires aux échanges. Un pays qui s'est engagé à laisser entrer une marchandise moyennant une

certaine taxe ne peut l'interdire pour une autre raison. Or c'est justement ce que demande l'initiative pour des aliments équitables. La non-conformité aux normes suisses créerait autant d'obstacles permettant aux pays partenaires de prendre des mesures de rétorsion.

Tout comme l'initiative d'Uniterre ([DP 2215](#)), celle des Verts représente une menace pour d'autres secteurs de l'économie.

Les agriculteurs s'insurgent fréquemment contre ces aliments étrangers qui leur font concurrence alors qu'ils sont contraints, eux, de les produire à des conditions suisses plus onéreuses. Mais on peut leur répondre que les [paiements directs](#), qui assurent une large part du revenu paysan,

compensent ces surcoûts de production.

Bien des consommateurs défendent les aliments équitables même s'ils sont plus chers. Ils peuvent le faire en achetant suisse. Le choix est

facile. Ils peuvent même être plus exigeants par des achats bio ou aux producteurs locaux qu'ils connaissent. Par ce comportement, ils peuvent espérer contribuer tant soit peu à une agriculture plus

écologique et responsable partout dans le monde.

Mais pourquoi ne pas laisser les consommateurs modestes acheter des produits étrangers à portée de leur bourse? Ce serait tout à fait équitable.

CH-UE: rouler les mécaniques pour tout perdre

Diaboliser le dossier entre la Suisse et l'Union européenne ne mène à rien

Jean-Pierre Ghelfi - 29 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33596>

Si la Suisse veut maintenir des relations étroites avec l'Union européenne (UE), la signature d'un accord institutionnel paraît inéluctable.

La conclusion de cette négociation, quoi qu'ait pu dire le chef du département fédéral des affaires étrangères, ne pourra pas intervenir cette année. Le dossier est trop complexe et les intérêts en jeu trop multiples. Surtout, il fait l'objet de controverses et de divergences entre les différents acteurs du pays — voir, dernier en date, le problème du marché du travail ([DP 2213](#)). L'année prochaine semble également peu propice eu égard à la conclusion des négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE (Brexit), aux élections européennes et aux élections fédérales en Suisse. Ce sera donc plutôt pour 2020.

Ce répit devrait permettre de mieux préciser la nature des enjeux et de trouver peut-être un compromis susceptible de

rallier une majorité aux Chambres fédérales et dans la population. Ce ne sera néanmoins ni simple ni évident.

L'UDC n'a de cesse de caricaturer la problématique. Notre pays devrait chercher à intimider l'UE pour l'amener à renoncer à camper sur des positions qualifiées d'intransigeantes et de dogmatiques. Quelle bonne idée! Pas de doute: l'UE ne tarderait pas à les assouplir, peut-être même, qui sait, aller à résipiscence.

Se mettre à genoux

Bien que la situation soit inversée, cette attitude n'est pas éloignée de celle adoptée par les partisans du Brexit. Ces derniers ont prétendu que sortir de l'UE ne poserait aucun problème. L'UE serait dans ses petits souliers. C'est elle qui se mettrait à genoux pour quémander les arrangements indispensables pour survivre au départ de la

Grande-Bretagne — argument effectivement utilisé dans la campagne précédant le référendum de juin 2016.

Deux ans plus tard, la réalité ne correspond pas précisément à ce scénario. Londres ne tient pas le couteau par le manche. Pour une raison simple: la Grande-Bretagne a plus besoin de l'UE que le contraire. C'est l'île qui ne veut plus être arrimée au continent, ce ne sont pas les continentaux qui la rejettent. Le Brexit pose une foule de problèmes aux Britanniques. Pas, ou peu, aux Européens. Les brexitaires refusent de l'admettre. Les négociations n'avancent pas, disent-ils, parce le gouvernement n'est pas assez ferme. S'il adoptait une position intransigeante, Bruxelles finirait par ployer.

On croit entendre des [élus helvétiques](#) préconisant de taper du poing sur la table pour intimider Bruxelles, l'amener à lâcher du lest en reconnaissant

le caractère particulier de la Suisse.

Flatter notre amour-propre

Chimère! La petite Suisse peut bien monter sur ses ergots, elle ne réussira pas à impressionner l'UE. Bruxelles veut bien admettre que nous sommes un partenaire coriace, dur dans la négociation, qui ne lâche rien tant et aussi longtemps qu'il pense disposer d'une marge de manœuvre. Mais si nous nous mettions à vouloir rouler les mécaniques, nous nous ridiculiserions.

Il faut se faire à l'idée que c'est la Suisse qui demande à passer les accords dont elle a besoin dans pratiquement tous les domaines — économique, technique, financier, scientifique. L'UE a pratiquement toujours accepté

de négocier. Elle ne peut cependant envisager de signer des traités qui dérogeraient aux directives qui s'appliquent à chacun des pays membres. Si nous ne comprenons pas ces principes élémentaires, nous finirons par nous retrouver tout seuls, entre nous. Nous pourrions certes faire valoir que nous n'avons pas plié et que nous avons défendu nos valeurs. Pas sûr que cela suffise pour nourrir nos corps et nos esprits. Tenter de faire valoir que nous sommes ou serions un cas particulier peut flatter notre amour-propre. Mais ça ne passera pas mieux. Chaque pays, pour une raison ou une autre, pourrait se prévaloir d'être lui aussi un cas particulier. Et si chacun se considère comme tel, il est évidemment impossible de construire quelque chose ensemble.

Masquer son incohérence

On peut taper du poing sur la table ou rouler les mécaniques, rien ne modifiera cette donnée incontournable. L'UE peut très bien vivre sans la Suisse. Il est peu probable que la Suisse puisse dire sérieusement qu'elle peut très bien vivre sans l'UE.

L'UDC ne veut pas admettre cette réalité qui bouscule son ADN. Elle tente de masquer son incohérence (prétendre défendre la Suisse tout en la condamnant à l'isolement), en laissant entendre qu'il suffirait d'adopter un comportement intransigeant. En diabolisant le rapport de la Suisse à l'Union européenne, elle exacerbe délibérément la nature d'un dossier complexe. C'est sans doute son but (in)avoué.

Fête nationale: pourquoi le 12 septembre n'est pas près de remplacer le 1er août

Le vrai ciment de la Suisse, c'est la démocratie directe

Olivier Meuwly - 31 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33609>

Le 1er août 2018 n'aura pas échappé à la fatalité qui frappe à intervalles réguliers tous les 1er août... Que signifie cette célébration? On a tous appris qu'il s'agissait de la fête nationale de la Suisse. Mais comment définir ce pays multiculturel? Peut-on le réduire à son origine largement mythifiée et extirpée de

légendes nées, qui plus est partiellement, dans les vallées de Suisse centrale?

Cette fois c'est *Le Temps* qui est revenu sur le sujet dans une [série d'articles](#) à la veille du 1er août dernier: comment les Romands pourraient-ils sérieusement s'identifier à cet «événement» si éloigné de leur

univers? Si les Suisses souhaitent vraiment fêter quelque chose, ne devraient-ils pas enfin se tourner vers le 12 septembre 1848, jour où fut adoptée la Constitution que tout le monde s'accorde à considérer comme le berceau de la Suisse moderne?

Les choses sont-elles si

simples? Il est temps de tordre le cou à certains lieux communs qui obèrent une compréhension sereine du passé helvétique. Les Romands n'ont-ils réellement rien à voir avec les Waldstätten? En apparence seulement. On sait aujourd'hui que s'il ne s'est rien passé le 1er août 1291, la fin du 13e siècle voit le monde médiéval de l'Europe centrale entrer dans une phase d'ébullition. L'actuel territoire de la Confédération va en effet devenir un enjeu majeur entre deux familles en plein essor.

D'abord les Habsbourg à l'Est, qui ont accédé à la direction du Saint-Empire et qui sont sur le point de consolider leurs possessions originelles, dans la Suisse actuelle, où des conflits économiques récurrents, bien étayés aujourd'hui, les opposent aux commerçants lucernois et aux paysans des vallées voisines du Gothard: la bataille de Morgarten, contrairement à une légende tenace, sera importante dans la mesure où elle marque le début de la fin de leurs ambitions à l'Ouest et en Suisse centrale. Et à l'Ouest, justement, émerge la Maison de Savoie, dont les terres s'étendent largement sur l'actuelle Suisse occidentale.

Les petites Cités-Etat helvétiques, alliées aux cantons de Suisse centrale, se trouvent coincées entre ces deux puissances régionales. L'histoire suisse sera longtemps rythmée par les rivalités entre elles: par la Savoie, le destin de la Suisse dite romande commence à se rapprocher de celui de leurs

futurs confédérés orientaux. En faisant alliance avec la Bourgogne défaite en 1476, la Savoie amorce un déclin qui l'obligera à abandonner ses fiefs situés au nord du Léman aux convoitises berno-fribourgeoises...

Transportons-nous au 19e siècle, celui qui a assisté à la naissance de la Suisse moderne. Le souvenir des temps héroïques et des traditions des Waldstätten est, autre idée reçue à évacuer, encore bien vivace. On sait que les *Landsgemeinden* sont guidées par des oligarchies locales, mais le principe qu'elles incarnent est, lui, puissant. Les radicaux vainqueurs de la guerre du *Sonderbund* ont certes un rapport très différencié à la démocratie directe, qui varie d'un canton à l'autre. Il n'empêche que ceux qui y adhèrent, notamment les Vaudois, prêchent l'idéal de la *Landsgemeinde* comme objectif de leur projet.

A partir des années 1860, l'aile gauche des radicaux pose les bases du système que l'on connaît depuis la Constitution de 1874. Au référendum constitutionnel obligatoire de 1848 s'était ajouté alors le référendum législatif, qui sera suivi en 1891 de l'initiative populaire en matière constitutionnelle: deux institutions qui, en annihilant la toute-puissance de la majorité parlementaire, conduiront inexorablement à la démocratie de concordance. Et n'oublions pas que, quelques décennies plus tôt, un La Harpe puisait

ses modèles contre la tyrannie bernoise dans le mystique souvenir du Grütli... Cette Suisse centrale qui ne devrait inspirer aucun sentiment aux Romands a ainsi réussi à inonder leur région des principes dont elle apparaît comme la source au moins symbolique!

Hasardons une hypothèse: la démocratie directe n'aurait-elle pas fonctionné comme le ferment d'une «*unité*» helvétique si volatile vu la multiplicité des histoires locales? Et, de la sorte, n'aurait-elle pas donné son sens à cette Suisse francophone, riche d'autant d'histoires que de cantons? Les patriciens fribourgeois, les sujets vaudois las de leur éternelle servitude, la ville-Etat de Genève pensant se suffire à elle-même, le Valais épiscopal, l'ancien évêché jurassien et ses deux confessions, les Neuchâtelois dans leur principauté... Des destins si différents que seul l'idéal confédéral pouvait réunir!

1291, en dépit des innombrables débats historiographiques qui l'entourent, n'est donc pas dénué d'intérêt pour l'histoire suisse, y compris pour les Romands, indirectement.

Mais pourquoi cette année-là fut-elle choisie comme [fête nationale](#), célébrée officiellement pour la première fois en 1891, à l'occasion du 600e anniversaire du Pacte de 1291 dont le texte avait été redécouvert et publié en 1760?

Désireux d'affirmer leur

suprématie à un moment où ils étaient vigoureusement contestés tant par les conservateurs que par les socialistes, les radicaux s'adressent à ce Moyen Age riche de ses héros légendaires pour leur fournir les aliments de leur vision de la Suisse qu'ils estiment représenter: une Suisse unie, bien avant la fissure religieuse puis socio-économique, une Suisse

«*éternelle*» dont ils pourraient se prétendre les héritiers légitimes, et surtout les garants de sa pérennité contre les affres du temps et les germes de division qu'il contenait dans ses flancs...

Voilà aussi pourquoi 1848 ne pouvait pas convenir comme étendard d'une fierté nationale secouée: la Constitution n'avait-elle pas jailli d'une

guerre? Il s'agissait de viser une réconciliation nationale, pas de dresser une Suisse radicale contre une Suisse catholique. Et si, en plus, la lutte des classes s'invitait au débat... 1848 est une grande date de l'histoire suisse, par ce qu'elle permet et par ce qu'elle annonce. Peut-elle être coupée de la Suisse d'avant, comme le réclament certains? Qu'il nous soit permis d'en douter.

Un ouvrage exhaustif sur la vie culturelle dans la Riviera vaudoise du 18e au 21e siècle

«Entre Arts & Lettres. Trois siècles de rayonnement culturel autour de Vevey et de Montreux», Gollion, Infolio, 2018, 518 pages

Pierre Jeanneret - 30 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33603>

La parution de cet [ouvrage](#), fruit d'un travail de longue haleine, a été soutenue par la Société des beaux-arts de Vevey et la Fondation pour les arts et les lettres de Vevey. On pourra commencer par tourner les pages et admirer la très riche illustration, toujours bien choisie par Nicolas Rutz et David Auberson. Puis on se lancera dans la lecture du texte, soit de manière suivie, soit en privilégiant des thèmes et des époques.

La rédaction est l'œuvre de quatre auteurs, David Auberson, Ariane Devanthéry, Yves Gerhard et Yves Guignard, chacun traitant ses domaines familiers, sans que le résultat soit pour autant disparate. Au contraire, le texte présente une belle unité de style.

L'ouvrage procède par siècles, du 18e au 21e, un chapitre étant à chaque fois consacré à la musique, à la littérature, à la peinture, sans omettre le tourisme, l'architecture, le théâtre, le cinéma, l'édition, les arts visuels...

Vevey et Montreux: ces deux localités bénéficient certes de magnifiques paysages, mais elles se sont fait connaître aussi par une intense vie culturelle, de Jean-Jacques Rousseau et sa *Nouvelle Héloïse* au Festival de jazz de Montreux, en passant par la Fête des vigneron ou les peintures lacustres de Hodler.

Le Siècle des Lumières

Tout commence au Siècle des

Lumières. Vevey a une position de carrefour de routes terrestres et lacustres. C'est le centre d'une riche région viticole. La cité est sujette de Berne depuis 1536. Elle a bénéficié en 1685 du Refuge huguenot. En ce 18e siècle et au début du 19e, elle a vu s'ériger de nombreuses œuvres architecturales, dont sa fameuse Grenette aux colonnades néo-antiques. C'est aussi une ville d'imprimeurs, avec notamment le très populaire *Messenger boiteux*.

Mais sa célébrité européenne, la région l'acquiert avec le succès immense de *La Nouvelle Héloïse* de Rousseau. L'écrivain évoque aussi son passage dans cette ville dans ses *Confessions*. Dès lors, les

jeunes nobles, au cours de leur Grand Tour qui les mène en Italie, s'arrêtent à Vevey, espérant y retrouver le personnage fictif de Julie, l'héroïne du roman. En peinture, c'est l'époque des petits maîtres helvétiques, peignant avec talent, sinon avec génie, des paysages romantiques: château de Chillon, Alpes enneigées, scènes bucoliques mettant en scène des pâtres et des paysannes endimanchés.

19e siècle et Belle Epoque

Le 19e siècle voit l'avènement du tourisme, qui fera surtout la fortune de Montreux. Il est favorisé par les bateaux à vapeur. Lord Byron s'inspire du destin du Genevois Bonivard pour écrire son *Prisonnier de Chillon*. L'ouvrage ne passe pas sous silence le contexte économique et technologique, qui a sans doute favorisé cette intense vie culturelle. L'industrie naît à Vevey avec les chocolatiers Cailler, Peter et Nestlé. Le premier tramway électrique de Suisse relie Vevey à Chillon en 1888. C'est aussi l'époque des grands hôtels, dont celui des Trois Couronnes, qui sera fréquenté non seulement par l'aristocratie européenne, mais par nombre d'écrivains et d'artistes.

En ce 19e siècle, Montreux change complètement d'aspect. La bourgade vigneronne se hérissé d'hôtels. A côté des écrivains tels Alexandre Dumas, Théophile Gautier, Jules Michelet, Nicolas Gogol, Fédor Dostoïevski et tant

d'autres, ils hébergent nababs et têtes couronnées. On trouve aussi sur la Riviera nombre d'exilés: Edgar Quinet, contempteur de Napoléon III, qui s'installe sur «*le sol républicain des Vaudois*», ou encore Elisée Reclus et Gustave Courbet, fuyant la répression impitoyable de la Commune de Paris. Les musiciens eux aussi s'éprennent de la Riviera: Tchaïkovsky, Schumann, Wagner... Quant à la Fête des vigneronns, elle se fait connaître dans toute l'Europe: Théophile Gautier a fort bien décrit celle de 1865. Le Musée Jenisch naît en 1897, grâce à un legs de Fanny von Jenisch, une Hambourgeoise décédée à Vevey. Il sera longtemps une sorte de fourre-tout, avant de devenir le Cabinet cantonal des estampes possédant une très riche collection.

C'est pendant ladite Belle Epoque (1890-1914) que la Riviera vaudoise connaît l'apogée du tourisme. La ligne du Montreux-Oberland bernois (Mob) est construite entre 1901 et 1905. On vient pratiquer les sports d'hiver à Caux, dont le Grand Hôtel ne résistera pas aux effets de la grande crise économique et des deux guerres mondiales. Jacques Chessex, dans son *Portrait des Vaudois*, porte un jugement au vitriol sur Montreux, cette «*colonie vendue aux pachas et aux mondains*». L'époque voit aussi de belles réalisations architecturales, dues notamment au fameux architecte Eugène Jost, qui avait bâti entre autres l'audacieux Pont Bessières à

Lausanne. Mentionnons aussi les bulbes de l'Eglise orthodoxe, qui répondait aux besoins des nombreux ressortissants de l'Empire russe.

Et le 20e siècle

Le 20e siècle s'affirme d'abord comme un siècle musical. Ernest Ansermet dirige à Montreux et y côtoie Stravinsky. Et comment oublier la belle figure de la pianiste Clara Haskil, dont le nom reste associé à un concours d'exécution musicale prestigieux? Mais le livre ne se borne pas à la musique «*noble*». Il fait une place légitime aux fanfares, aux chœurs, à la musique populaire.

Au 20e siècle, la peinture opère son tournant vers la modernité. Pensons aux remarquables paysages lémaniques de Ferdinand Hodler. Dans le style Art nouveau, Marguerite Burnat-Provins réalise l'affiche de la Fête des vigneronns de 1905. D'autres noms peuvent être associés à la Riviera: François de Ribaupierre, les frères De Grandi, Rodolphe-Théophile Bosshard, et cette liste n'est nullement exhaustive! L'architecture célèbre aussi la modernité, avec la villa *Le Lac* de Le Corbusier, les lignes pures de Corseaux-Plage (1929), la Maison du Peuple de Vevey et, trente ans plus tard, le bâtiment Nestlé par Jean Tschumi, édifice devenu emblématique de la ville. L'industrie, le commerce et les manifestations culturelles

suscitent un essor de l'art de l'affiche.

La littérature connaît aussi au 20e siècle une floraison, avec Henri Debluë et son neveu François, tous deux auteurs de livrets pour la Fête des vigneron. Des célébrités littéraires résident à Vevey ou dans ses environs: Romain Rolland à Villeneuve, Hemingway, Graham Greene, Vladimir Nabokov... D'autres hôtes encore au passé plus sulfureux: Vevey devient après

la Libération le lieu de refuge d'une cohorte de vichystes et de «collabos», tels Paul Morand et Jacques Chardonne. Mais aussi Charlie Chaplin, persécuté par le maccarthysme.

Ce monumental ouvrage ne fait pas l'impasse sur les réalisations les plus contemporaines. Il faut féliciter les auteurs d'avoir accordé une place non négligeable aux arts «alternatifs», aux créations collectives du 21e siècle, au Festival Images Vevey, aux

productions actuelles, sans attendre que le temps les ait reconnues ou plongées dans l'oubli...

Malgré sa longueur, notre compte rendu n'est qu'un pâle reflet de ce bel ouvrage d'une très grande richesse. On ne peut que souhaiter la réalisation d'une telle somme consacrée à d'autres localités suisses qui se sont fait connaître par leur rayonnement intellectuel et artistique.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

De PF 17 à RFFA: une pseudo réforme fiscale

<https://www.domainepublic.ch/articles/33258>

<https://www.parlament.ch/press-releases/Pages/mm-wak-n-2018-08-14.aspx?lang=1036>

<https://www.domainepublic.ch/articles/29035>

<https://www.projetfiscal.ch/cantons/geneve-2-4/>

<https://www.letemps.ch/opinions/fiscalite-entreprises-tabou-brise-geneve>

<https://www.tdg.ch/geneve/actu-genevoise/initiative-antipf-17-deposee-9417-signatures/story/26434551>

<http://baktaxation.ch/pages/bak-taxation-index/uebersicht.php>

<https://www.domainepublic.ch/articles/30721>

<http://www.agefi.com/home/politique/detail/edition/online/article/des-questions-fiscales-seront-au-menu-de-s-votations-du-23-septembre-dans-trois-cantons-alemaniques-obwald-qui-connaît-un-des-taux-les-plus-bas-de-suisse-soumet-une-hausse-aux-urnes-480788.html>

<http://gabriel-zucman.eu/files/TWZ2018.pdf>

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/votations/20170212/Loi-sur-la-reforme-de-l-imposition-des-entreprises-III.html>

Des aliments équitables partout, comme en Suisse

<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis452.html>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a104>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a118>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a110>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a114>

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2016/8151.pdf>

<https://www.domainepublic.ch/articles/33545>

<https://www.blw.admin.ch/blw/fr/home/instrumente/direktzahlungen.html>

CH-UE: rouler les mécaniques pour tout perdre

<https://www.domainepublic.ch/articles/33482>

<https://www.arcinfo.ch/articles/economie/rime-preconise-la-methode-trump-774548>

Fête nationale: pourquoi le 12 septembre n'est pas près de remplacer le 1er août

<https://www.letemps.ch/suisse/grutli-lieu-desamour-romands>

<https://www.letemps.ch/opinions/romands-1er-aout>

<http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17438.php>

Un ouvrage exhaustif sur la vie culturelle dans la Riviera vaudoise du 18e au 21e siècle

<https://www.infolio.ch/livre/entre-arts-et-lettres.htm>